

# **Compagnie Générale de Géophysique – Veritas SA (CGGVeritas SA)**

Société anonyme au capital de 70 581 503 €  
Siège social : Tour Maine Montparnasse, 33 avenue du Maine  
75015 Paris  
RCS : Paris 969 202 241

## **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2012

**ERNST & YOUNG ET AUTRES**

1/2 PLACE DES SAISONS  
92400 COURBEVOIE – PARIS-LA DEFENSE 1  
S.A.S. A CAPITAL VARIABLE

**MAZARS**

61 RUE HENRI REGNAULT  
92400 COURBEVOIE  
S.A. AU CAPITAL DE 8 320 000 €

## **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société CGGVeritas SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### **I - Opinion sur les comptes annuels**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

## II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par la société pour l'évaluation et la dépréciation des titres de participation décrite dans la note 1 – Principes, règle et méthodes comptables et la note 4 – Immobilisations financières de l'annexe. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent l'évaluation et la dépréciation des titres de participation, à revoir, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection les calculs effectués par votre société et à vérifier que les différentes notes aux états financiers fournissent une information appropriée.

Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

CGGVeritas SA  
Comptes Annuels  
Exercice clos le  
31 décembre 2012

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Courbevoie et Paris-La Défense, le 12 avril 2013.

Les commissaires aux comptes

ERNST & YOUNG ET  
AUTRES

---



PIERRE JOUANNE

---



LAURENT VITSE

---

MAZARS



JEAN-MARC DESLANDES

---

**COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2012 DE LA COMPAGNIE GENERALE DE  
GEOPHYSIQUE - VERITAS**

**Bilan**

<i>(En millions d'euros)</i>	31 décembre 2012		31 décembre 2011	
	Valeur brute	Amortissements & Dépréciations	Valeur nette	Valeur nette
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>	<b>4 922,5</b>	<b>(280,5)</b>	<b>4 642,0</b>	<b>4 209,4</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>17,5</b>	<b>(3,3)</b>	<b>14,2</b>	<b>14,0</b>
Fonds commercial	—	—	—	—
Autres immobilisations incorporelles	15,6	(3,3)	12,3	9,3
Immobilisations incorporelles en cours	1,9	—	1,9	4,7
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>26,9</b>	<b>(13,5)</b>	<b>13,4</b>	<b>14,2</b>
Terrains	1,1	—	1,1	1,1
Constructions	22,5	(10,6)	11,9	12,3
Matériel d'exploitation et outillage	0,2	(0,2)	—	—
Autres immobilisations corporelles	3,1	(2,7)	0,4	0,4
Immobilisations en cours	—	—	—	0,4
<b>Immobilisations financières</b>	<b>4 878,1</b>	<b>(263,7)</b>	<b>4 614,4</b>	<b>4 181,2</b>
Participations	4 037,1	(262,2)	3 774,9	3 326,5
Créances rattachées à des participations	839,1	(1,5)	837,6	852,6
Prêts	1,6	—	1,6	1,8
Autres immobilisations financières	0,3	—	0,3	0,3
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>1 052,2</b>	<b>(0,5)</b>	<b>1 051,7</b>	<b>374,9</b>
<b>Avances &amp; acomptes versés sur commandes</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>0,1</b>
<b>Créances</b>	<b>61,0</b>	<b>(0,5)</b>	<b>60,5</b>	<b>97,7</b>
Créances clients et comptes rattachés	2,2	—	2,2	6,8
Autres créances d'exploitation	17,6	(0,4)	17,2	2,0
Autres créances	41,2	(0,1)	41,1	88,9
<b>Valeurs mobilières de placement et créances assimilées</b>	<b>413,1</b>	<b>—</b>	<b>413,1</b>	<b>67,1</b>
<b>Disponibilités</b>	<b>578,1</b>	<b>—</b>	<b>578,1</b>	<b>210,0</b>
<b>Compte de régularisation actif</b>	<b>116,8</b>	<b>—</b>	<b>116,8</b>	<b>137,1</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>6 091,5</b>	<b>(281,0)</b>	<b>5 810,5</b>	<b>4 721,4</b>

<i>(En millions d'euros)</i>	Avant affectation du résultat		Après affectation du résultat	
	31.12.2012	31.12.2011	31.12.2012	31.12.2011
<b>Capitaux propres</b>	<b>3 055,0</b>	<b>2 500,5</b>	<b>3 055,0</b>	<b>2 500,5</b>
Capital	70,6	60,7	70,6	60,7
Primes d'émission, d'apport, de conversion	2 365,0	1 969,8	2 365,0	1 969,8
Écart de réévaluation	0,2	0,2	0,2	0,2
Réserve légale	6,1	3,5	47,1	6,1
Autres réserves	6,4	6,5	6,4	6,5
Report à nouveau	456,5	(98,1)	605,2	456,5
Résultat de l'exercice	149,6	557,3	—	—
Provisions réglementées	0,6	0,6	0,6	0,6
<b>Provisions</b>	<b>43,9</b>	<b>45,4</b>	<b>43,9</b>	<b>45,4</b>
Provisions pour risques	31,4	35,0	31,4	35,0
Provisions pour charges	12,5	10,4	12,5	10,4
<b>Dettes</b>	<b>2 665,1</b>	<b>2 112,9</b>	<b>2 665,1</b>	<b>2 112,9</b>
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 793,5	1 454,6	1 793,5	1 454,6
Avances et acomptes reçus sur commandes	—	—	—	—
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13,2	6,1	13,2	6,1
Dettes fiscales et sociales	15,6	8,0	15,6	8,0
Autres dettes d'exploitation	11,4	1,6	11,4	1,6
Dettes sur immobilisations & comptes rattachés	1,6	1,1	1,6	1,1
Autres dettes	829,8	641,5	829,8	641,5
<b>Compte de régularisation passif</b>	<b>46,5</b>	<b>62,6</b>	<b>46,5</b>	<b>62,6</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>5 810,5</b>	<b>4 721,4</b>	<b>5 810,5</b>	<b>4 721,4</b>

## Compte de résultat

<i>(En millions d'euros)</i>	Au 31 décembre	
	2012	2011
Prestations de service	—	0,1
Produits des activités annexes	78,0	10,4
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>78,0</b>	<b>10,5</b>
Consommations en provenance des tiers	(120,4)	(43,8)
Impôts et taxes	(1,5)	(1,4)
Charges de personnel	(9,4)	(14,6)
Autres produits (charges) de gestion courante	(2,2)	(0,7)
Dotations aux amortissements, dépréciations & provisions	(9,8)	(9,9)
Reprises sur amortissements, dépréciations & provisions	8,3	22,7
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>(57,0)</b>	<b>(37,2)</b>
Gain (perte) de change	6,8	34,0
Dividendes reçus des filiales	153,4	589,4
Autres produits (charges) financiers	55,6	69,6
Intérêts financiers	(113,7)	(98,5)
Dotations aux provisions	(130,6)	(58,1)
Reprises sur provisions	182,9	33,4
<b>Résultat financier</b>	<b>154,4</b>	<b>569,8</b>
<b>Résultat courant</b>	<b>97,4</b>	<b>532,67</b>
Résultat net des cessions d'actifs	11,8	7,1
Dotations pour dépréciation & provisions exceptionnelles	(0,3)	—
Reprises sur dépréciations & provisions exceptionnelles	2,0	2,0
Autres éléments exceptionnels	(0,2)	(17,1)
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>13,3</b>	<b>(8,0)</b>
<b>Impôts sur les bénéfices</b>	<b>38,9</b>	<b>32,7</b>
<b>Résultat net</b>	<b>149,6</b>	<b>557,3</b>

## Tableau des flux de trésorerie

<i>(En millions d'euros)</i>	Au 31 décembre	
	2012	2011
<b>EXPLOITATION</b>		
Résultat net	149,6	557,2
Dividendes non cash	(121,3)	(584,8)
Amortissements et provisions	2,5	1,2
(Plus) ou moins-values de cessions d'actifs	(10,8)	(9,6)
Dotations (Reprises) sur provisions réglementées, risques et charges et immobilisations financières	(57,5)	19,8
Autres	0,3	11,5
<b>Capacité d'autofinancement</b>	<b>(37,2)</b>	<b>(4,8)</b>
(Augmentation) diminution des créances clients	4,6	(0,5)
(Augmentation) diminution des créances d'exploitation	45,0	(18,5)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs	17,5	(7,8)
Augmentation (diminution) des autres passifs d'exploitation	(13,0)	33,4
<b>Flux de trésorerie provenant de l'exploitation</b>	<b>16,9</b>	<b>1,8</b>
<b>INVESTISSEMENT</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(1,9)	(4,3)
Acquisition de titres de participation	—	—
<b>Total investissement</b>	<b>(1,9)</b>	<b>(4,3)</b>
Produits de cessions d'actifs	27,5	6,6
Remboursement de prêts		4,3
Attribution de prêts	(1,5)	(342,3)
<b>Flux de trésorerie affectés aux investissements</b>	<b>24,4</b>	<b>(332,7)</b>
<b>FINANCEMENT</b>		
Remboursement d'emprunts	(93,5)	(464,6)
Nouveaux emprunts	453,5	877,4
Augmentation (diminution) nette des découverts bancaires	(0,5)	0,5
Variation nette des avances trésorerie filiales	(91,4)	(32,8)
Augmentation de capital	404,9	2,3
<b>Flux de trésorerie provenant des opérations de financement</b>	<b>673,0</b>	<b>382,7</b>
Variation de trésorerie	714,1	51,9
Trésorerie à l'ouverture	277,1	225,2
<b>Trésorerie à la clôture</b>	<b>991,2</b>	<b>277,1</b>

## NOTE 1 PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes de la Société sont établis conformément au PCG 99 et en conformité avec les dispositions du Code de commerce (articles L. 123-12 à L. 123-28) et des règlements du Comité de la réglementation comptable (CRC).

Pour établir les états financiers conformément aux principes comptables généralement admis, certains éléments du bilan, du compte de résultat et des informations annexes sont déterminés par la Direction de la Société à partir d'estimations et sur la base d'hypothèses. Les chiffres réels peuvent donc différer des données estimées.

La Compagnie Générale de Géophysique — Veritas SA (« CGGVeritas ») est la société mère du Groupe CGG.

### Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition. Le coût d'acquisition est constitué des éléments suivants :

- ^ prix d'achat ;
- ^ coûts directement attribuables engagés pour mettre l'immobilisation en place et en état de fonctionner ;
- ^ estimation initiale des coûts de démantèlement.

Les opérations de crédit-bail qui transfèrent le titre de propriété du bien à l'issue du contrat ne sont pas considérées dans les comptes annuels comme des acquisitions d'immobilisations assorties d'un emprunt.

Les immobilisations sont amorties sur la base du coût d'acquisition diminué de sa valeur résiduelle lorsque celle-ci est significative et selon le mode linéaire. Les principales durées d'utilisation retenues sont les suivantes :

- ^ constructions à usage administratif et commercial : 20 à 40 ans ;
- ^ agencements : 6 à 10 ans ;
- ^ matériel et outillage d'exploitation : 3 à 5 ans ;
- ^ matériel de transport : 3 à 5 ans ;
- ^ matériel de bureau et mobilier : 3 à 10 ans ;
- ^ logiciels, ERP : 5 à 10 ans.

Les matériels et logiciels ne font plus l'objet d'un amortissement fiscal dérogatoire.

Les dépenses de réparation ou de maintenance qui ne prolongent pas de manière significative la durée de vie de l'immobilisation concernée ou qui ne constituent pas d'avantages économiques complémentaires sont comptabilisées en charges de la période.

La Société applique depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005 les règlements n<sup>os</sup> 2002-10 et 2004-06 du Comité de réglementation comptable, relatifs respectivement à l'amortissement et à la dépréciation des actifs, et à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs.

### Perte de valeur des actifs immobilisés

Les actifs immobilisés, incorporels et corporels, font l'objet de dépréciation exceptionnelle lorsque, du fait d'événements ou de circonstances intervenus au cours de l'exercice, leur valeur économique apparaît durablement inférieure à leur valeur nette comptable. La nécessité d'une dépréciation est appréhendée par groupe d'actifs autonomes par comparaison de la valeur nette comptable à la valeur des flux de trésorerie futurs actualisés attendus de ces actifs, dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévues par la Direction de la Société.

Lorsqu'une dépréciation apparaît nécessaire, le montant comptabilisé est égal à l'écart entre la valeur nette comptable et la valeur de marché ou, le cas échéant, celle des flux de trésorerie actualisés.

### Titres de participation

Les titres de participation sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Une dépréciation est constituée à raison des moins-values latentes, lesquelles sont généralement estimées en fonction de la quote-part d'actif net. La dépréciation de l'écart d'acquisition inclus dans le coût d'acquisition des titres est retenue par la Société lorsque les perspectives d'activité de la filiale divergent de manière significative des hypothèses qui ont prévalu lors de l'acquisition.

### Titres de placement, instruments financiers et autres disponibilités

Les titres de placement sont constitués de valeurs mobilières de placement et de dépôts à court terme dont l'échéance est généralement inférieure à trois mois. Ces titres sont comptabilisés au montant le plus faible entre le prix de revient et la valeur de marché.

La Société utilise généralement des contrats de couverture à terme pour limiter le risque de change relatif aux excédents en dollars US escomptés et générés par les opérations futures déjà en carnet de commandes.

Lorsque ces contrats d'achat ou de vente à terme sont considérés comme des opérations de couverture, la Société ne tient pas compte des profits ou pertes futurs sur ces instruments à la clôture et comptabilise le gain ou la perte réalisé lors du dénouement de l'opération.

Lorsque ces contrats d'achat ou de vente à terme sont considérés comme des opérations spéculatives, la Société comptabilise une provision pour risque de change à la clôture en cas de perte latente.

### Recherche et développement

Les frais de recherche et développement figurent dans les charges de l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

## Impôts sur les sociétés

La Société comptabilise l'impôt sur les sociétés en conformité avec les lois et règles fiscales du pays dans lequel elle réalise ses résultats. Les régimes fiscaux et les taux d'imposition en vigueur sont très variables d'un pays à l'autre.

Compte tenu du mode de détermination des provisions pour impôt, qui est souvent assis sur un profit estimé exprimé en pourcentage du chiffre d'affaires, il n'existe pas de différences temporaires significatives liées aux régimes fiscaux dans la plupart des pays étrangers où la Société peut opérer.

## Engagements de retraite et autres avantages sociaux

La Société participe à la constitution des retraites de son personnel en versant des cotisations assises sur les salaires à des organismes nationaux chargés du service des allocations vieillesse. Par ailleurs, un régime de retraite complémentaire a été mis en place en 2004 pour les membres du Comité Exécutif du Groupe.

Le montant estimé et actualisé des indemnités de départs à la retraite qui seront éventuellement dues au personnel en application des conventions collectives en vigueur est provisionné au bilan. Les impacts des changements des hypothèses actuarielles sont comptabilisés au compte de résultat, au cours de l'exercice de leur constatation.

La Société n'a pas d'autres engagements significatifs concernant d'éventuels avantages sociaux consentis au personnel au-delà de sa période d'activité, tels que soins médicaux ou assurance-vie.

## Provisions pour risques et charges

La Société provisionne les divers risques et charges connus à la clôture de l'exercice si les dépenses qui peuvent en résulter sont probables et peuvent être quantifiées. Si ces conditions ne pouvaient être réunies, une information serait toutefois fournie dans les notes aux états financiers.

Les profits latents éventuels ne sont pas pris en compte avant leur réalisation.

## NOTE 2 FAITS MARQUANTS

### Acquisition de la Division Geoscience de Fugro

Le 24 septembre 2012, le Groupe a conclu avec Fugro N.V. (« Fugro »), un contrat d'acquisition aux fins d'acquérir la majeure partie de sa Division Geoscience, soit les activités de :

- Fugro Geoteam (spécialisé dans l'acquisition de données sismiques en mer au moyen de câbles streamers) ;
- Fugro Seismic Imaging (spécialisé dans le traitement de données sismiques) ;
- Fugro Geophysical and Geological Services (spécialisé dans les services d'exploration géographique) ;
- De Regt Marines Cables (spécialisé dans les câbles haut de gamme et les câbles ombilicaux) ;
- ainsi que tous les actifs et entités qui y sont rattachés (ensemble de la division Geoscience), hors librairie multi-client et activité de capteurs marin unitaires (« OBN »).

Conformément aux stipulations du contrat d'acquisition, les parties sont également convenues de mettre en place des partenariats stratégiques notamment :

- Une joint-venture entre CGG et Fugro, à laquelle Fugro apporterait ses activités sismiques à l'aide de capteurs unitaires OBN et CGG ses activités en eaux peu profondes, ses activités d'acquisition sismiques en fonds marins réalisées à l'aide de câble (ocean button cable « OBC ») ainsi que ses capteurs unitaires OBN (« la Joint-Venture Seabed ») ;
- Des accords commerciaux incluant (i) un contrat de vente et de commercialisation non-exclusif relatif à la librairie multi-clients de Fugro, (ii) un contrat de coopération technique et commercial conférant un statut réciproques de fournisseur privilégié à chacune des parties et (iii) un contrat de services de transitions.

Le prix d'acquisition s'élève à 1,2 milliard d'euros, sous réserve d'ajustements ultérieurs usuels (en particulier liés au niveau du fonds de roulement de la Division Geoscience). Cette somme est financée pour partie par une augmentation de capital lancée fin septembre 2012 et pour le solde (i) par une compensation de créance à hauteur de 225 millions d'euros sur Fugro résultant de la valeur excédentaire des apports de CGG à la Joint-Venture Seabed et (ii) par l'émission d'obligations convertibles. La Société avait conclu une lettre d'engagement aux termes de laquelle Credit Suisse International, Bank of America Securities Limited, BNP Paribas et Société Générale s'engageaient à mettre en place au profit du Groupe un crédit relais (bridge credit facility) d'un montant maximal de 700 millions d'euros, et ce jusqu'au 30 juin 2013, sauf si l'acquisition avait été réalisée préalablement ou abandonnée.

Cette transaction a été approuvée par les conseils d'administration de CGGVeritas SA et de Fugro. La réalisation de l'acquisition était soumise à certaines conditions suspensives usuelles pour ce type d'opérations, en particulier les autorisations des autorités de la concurrence, ainsi qu'à la conclusion du contrat relatif à la Joint-Venture Seabed.

### Augmentation de capital

Dans le cadre du financement de l'acquisition d'une partie de la Division Geoscience de Fugro, le Société a lancé le 26 septembre 2012 une augmentation de capital en numéraire avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires. Le règlement-livraison et l'admission aux négociations des actions nouvelles ont eu lieu le 23 octobre 2012.

Le montant brut de cette augmentation de capital s'élevait à 413 609 320 euros, se traduisant par l'émission de 24 329 960 actions.

En conséquence, le capital social de CGGVeritas SA était composé de 176 392 225 actions d'une valeur nominale de 0,40 € pour un total de 70 556 890 €.

## Émission d'obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes

Le 20 novembre 2012, la Société a procédé à l'émission d'obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes (« OCEANE ») à échéance du 1<sup>er</sup> janvier 2019 d'un montant nominal de 360 millions d'euros. Les obligations portent intérêt à un taux annuel de 1,25 % payable semestriellement à terme échu le 1<sup>er</sup> janvier et le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année. Les obligations ont donné droit à l'attribution d'actions nouvelles ou existantes CGG à raison d'une action pour une obligation, sous réserve d'éventuels ajustements ultérieurs. Les obligations pourront faire l'objet d'un remboursement anticipé au gré de CGGVeritas SA, sous certaines conditions.

Le produit net de l'émission a été affecté au financement partiel de l'acquisition d'une partie de la Division Geoscience de Fugro.

## Spectrum ASA

La Société a vendu 18,82% de ses parts dans la société Spectrum ASA au cours l'exercice 2012. La plus-value résultante de cette cession s'élève à 13,8 millions d'euros. Au 31 décembre 2012, la Société détenait 10,14% de la société Spectrum ASA.

## Avenant au crédit syndiqué français

Le 15 décembre 2011, le crédit syndiqué français a fait l'objet d'un avenant afin d'assouplir certaines restrictions et ratios. Il a été également maintenu à 200 millions de dollars US, au taux du Libor + 325 points avec une maturité au 7 février 2014.

Le 21 décembre 2012, le crédit syndiqué français a fait l'objet d'un avenant afin d'assouplir certaines restrictions. Il a été également maintenu à un montant de 200 millions de dollars US avec une maturité fixée au 7 février 2014. La marge de Libor + 325 pb est inchangée, cependant une commission d'utilisation a été introduite :

- 25 pb pour une utilisation inférieure à 1/3 du total de la facilité
- 50 pb pour une utilisation comprise entre 1/3 et 2/3
- 75 pb pour une utilisation supérieure à 2/3

## NOTE 3 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

### Immobilisations incorporelles

(En millions d'euros)	Au 31 décembre					
	2012			2011		
	Brut	Amort.	Net	Brut	Amort.	Net
Logiciels	15,6	(3,3)	12,3	10,8	(1,5)	9,3
Immobilisations incorporelles en cours	1,8	—	1,8	4,7	—	4,7
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>17,4</b>	<b>(3,3)</b>	<b>14,1</b>	<b>15,5</b>	<b>(1,5)</b>	<b>14,0</b>

Les variations de l'exercice sont résumées dans le tableau suivant :

(En millions d'euros)	31.12.2011	Acquisitions	Dotations	Cessions	Réformes	31.12.2012
Immobilisations brutes	15,5		6,6		(4,7)	17,4
Amortissement	(1,5)		(1,8)		—	(3,3)
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>14,0</b>		<b>4,8</b>		<b>(4,7)</b>	<b>14,1</b>

### Immobilisations corporelles

(En millions d'euros)	Au 31 décembre					
	2012			2011		
	Brut	Amort.	Net	Brut	Amort.	Net
Terrains	1,1	—	1,1	1,1	—	1,1
Constructions	22,5	(10,6)	11,9	22,3	(10,0)	12,3
Matériel et outillage	0,2	(0,2)	—	0,2	(0,2)	—
Autres	3,1	(2,7)	0,4	3,0	(2,6)	0,4
Immobilisations corporelles en cours	—	—	—	0,4	—	0,4
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>26,9</b>	<b>(13,5)</b>	<b>13,4</b>	<b>27,0</b>	<b>(12,8)</b>	<b>14,2</b>

Les variations de l'exercice sont résumées dans le tableau suivant :

(En millions d'euros)	31.12.2011	Acquisitions	Dotations	Cessions	Réformes	31.12.2012
Immobilisations brutes	27,0		0,3		(0,4)	26,9
Amortissement	(12,8)		(0,7)		—	(13,5)
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>14,2</b>		<b>(0,4)</b>		<b>—</b>	<b>13,4</b>

Les immobilisations corporelles incluent pour un montant de 8 millions d'euros les immeubles de Massy destinés à la vente.

## NOTE 4 IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

### Participations

La variation du poste participations se décompose ainsi :

<i>(En millions d'euros)</i>	Au 31 décembre	
	2012	2011
Solde net en début de période	3 326,4	2 178,0
Acquisitions de titres	410,9	1 154,7
Sortie/Cession de titres	(15,7)	—
Variation de provisions	53,4	(6,3)
Autres	—	—
<b>Solde net en fin de période</b>	<b>3 775,0</b>	<b>3 326,4</b>

L'augmentation des titres provient des augmentations de capital de CGGVeritas Holding BV pour un montant total de 410,9 millions d'euros.

Le détail des titres de participations par société, nets des dépréciations, est le suivant :

<i>(En millions d'euros)</i>	Au 31 décembre	
	2012	2011
Ardiseis FZCO	8,6	8,6
Argas	4,3	4,3
C.B.G.	—	—
CGGAP Sdn Bhd	0,3	0,3
CGG do Brasil Participacoes Ltda	2,7	2,7
CGG Explo	—	0,4
CGG Marine Resources Norge AS	203,2	252,4
CGG Nigeria	—	—
CGG Pakistan	—	—
CGG SA	—	—
CGG Selva	—	—
CGGVeritas Holding BV	2 486,3	2 120,9
CGGVeritas International SA	0,2	0,2
CGGVeritas Services (Norway) AS	181,0	32,9
CGGVeritas Services SA	780,0	780,0
CGGVostok	—	—
EXGEO	0,5	1,2
Geoexplo	—	—
Geomar	0,6	0,6
G.O.C.	0,1	0,1
Petrodata Consulting LLC	—	—
CGG Indonesia	0,1	0,1
Sercel SA	0,5	0,5
Sercel Holding SA	28,4	28,4
Spectrum ASA	6,9	20,6
Wavefield Inseis AS	71,3	72,2
<b>Titres nets</b>	<b>3 775,0</b>	<b>3 326,4</b>

Les données au 31 décembre 2012 relatives aux principales filiales sont les suivantes :

(En millions d'euros ou en millions d'unités de monnaie nationale)	Devise	Capitaux propres avant résultat (en devise)	Quote-part de capital détenue en %	Résultat du dernier exercice clos (en devise)
<b>Filiales</b>				
CGG Marine Resources Norge AS	US\$	264,9	100	1,6
CGGVeritas Services SA	US\$	311,0	100	(161,8)
CGGVeritas Holding BV	US\$	3 700,0	100	97,5
CGGVeritas Services (Norway) AS	US\$	13,3	69,68	2,5
Sercel Holding SA	EUR	0,4	100	0,1
Ardiseis FZCO	US\$	58,9	16,50	7,7
Wavefield Inseis AS	US\$	196,9	100	6,8

1 € = 1,3194 US\$.

La variation de la dépréciation des titres est résumée dans le tableau suivant :

	31.12.2011	Dotations	Reprises	31.12.2012
<b>Dépréciations</b>	<b>315,5</b>	<b>96,7</b>	<b>(150,1)</b>	<b>262,1</b>

## Créances rattachées aux participations

La variation du poste créances rattachées aux participations se décompose ainsi :

(En millions d'euros)	Au 31 décembre	
	2012	2011
Solde net en début de période	852,6	877,9
Émissions	1,5	342,3
Remboursements	—	(29,7)
Conversions	—	(375,3)
Autres	(16,5)	37,4
<b>Solde net en fin de période</b>	<b>837,6</b>	<b>852,6</b>

En 2011, un prêt de 500 millions de dollars US a été accordé à la filiale CGGVeritas Holding US Inc. portant intérêts à 6,50 % l'an et à échéance mai 2021. Ce prêt venait compléter celui accordé en janvier 2007 d'un montant de 600 millions de dollars US portant intérêts à 7,50 % l'an sur 200 millions de dollars US et 7,75 % l'an sur 400 millions de dollars US et à échéance janvier 2017. Les prêts accordés à la filiale CGGVeritas Holding BV de 113,5 millions de dollars US et 420 millions de dollars US ont été remboursés par imputation sur le compte-courant.

## NOTE 5 CLIENTS

(En millions d'euros)	Au 31 décembre	
	2012	2011
Clients et comptes rattachés	2,1	6,8
Clients factures à établir	—	—
Provision pour créances douteuses	—	—
<b>Clients et comptes rattachés — net</b>	<b>2,1</b>	<b>6,8</b>
<i>Dont à plus d'un an</i>	—	—

Les clients de la Société sont presque exclusivement des sociétés du Groupe.

## NOTE 6 AUTRES CRÉANCES

Les autres créances se décomposent de la façon suivante :

(En millions d'euros)	Au 31 décembre	
	2012	2011
Créances et crédits d'impôt	19,1	8,0
Avances de trésorerie accordées et intérêts rattachés, nets	5,5	50,4
Intégration fiscale — Comptes courants débiteurs	14,8	27,8
Autres	1,7	2,7
<b>Autres créances</b>	<b>41,1</b>	<b>88,9</b>

## NOTE 7 CAPITAL SOCIAL ET PLAN D'OPTIONS

Le capital social de CGGVeritas SA se composait au 31 décembre 2012 de 176 392 225 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,40 euro. Les actions ordinaires en nominatif détenues depuis plus de deux ans donnent un droit de vote double.

### Droits à dividendes

Les dividendes peuvent être distribués à partir des réserves de la société mère, en conformité avec la loi française et les statuts de la Société. Au 31 décembre 2012, le montant des réserves libres de la Société s'élevait à 2 977,1 millions d'euros, se ventilant comme suit :

- ^ bénéfice de l'exercice : 149,6 millions d'euros ;
- ^ report à nouveau : 456,5 millions d'euros ;
- ^ autres réserves : 6,4 millions d'euros (dont 0,4 million d'euros de réserves bloquées) ;
- ^ primes d'émission, d'apport et de conversion : 2 365,0 millions d'euros.

### Émission d'actions

En 2012, CGGVeritas SA a émis 24 530 293 actions ordinaires entièrement libérées liées aux opérations suivantes :

- ^ 132 758 actions ordinaires entièrement libérées, liées à des stock-options exercées ;
- ^ 67 575 actions ordinaires entièrement libérées, liées à l'attribution d'actions gratuites sous conditions de performance ;
- ^ 24 329 960 actions ordinaires entièrement libérées, liées à une augmentation de capital publique effectuée dans le cadre du financement de l'acquisition de la division Geoscience (hors librairie multi-clients et OBN) de Fugro entre le 26 septembre 2012 et le 19 octobre 2012 inclus, à un prix de 17 euros pour lesquelles la société a reçu un montant brut de 413,6 millions d'euros. Les honoraires et frais relatifs à cette opération se sont élevés à 16,3 millions d'euros.

### Variation des capitaux propres

(En millions d'euros)	Au 31.12.2011	Affectation résultat 2011	Résultat 2012	Augmentation de capital	Autres mouvements	Au 31.12.2012
Capital	60,€			9,€		70,€
Primes d'émission, d'apport et de conversion	1 969,€			395,1		2 364,€
Écart de réévaluation	0,2					0,2
Réserve légale	3,€	2,€				6,€
Autres réserves	6,1					6,1
Réserves bloquées <sup>(1)</sup>	0,4					0,4
Report à nouveau	(98,1)	554,€				456,€
Résultat de l'exercice	557,2	-557,2	149,€			149,€
Provisions réglementées	0,€					0,€
<b>Capitaux propres</b>	<b>2 500,€</b>	<b>—</b>	<b>149,€</b>	<b>404,€</b>		<b>3 055,€</b>

(1) Le poste « réserves bloquées » correspond aux montants maximaux qui seraient prélevés des réserves pour constatation de l'augmentation de capital résultant des plans d'attribution gratuite d'actions des 24 mars 2011 et 26 juin 2012 dont la décision d'attribution interviendra respectivement, d'une part, à la date la plus tardive entre le 24 mars 2013 et la date de l'assemblée générale devant statuer sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2012 et, d'autre part, entre le 26 juin 2014 et la date de l'assemblée générale devant statuer sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2013.

### Plans d'options de souscription

Le 26 juin 2012, le Conseil d'administration a décidé d'attribuer :

- ^ 590 625 options de souscription d'actions à certains salariés du Groupe. Le prix d'exercice desdites options est de 18,77 €. Les droits aux dites options sont acquises en trois fois, en juin 2014 (à hauteur de 50% des options attribuées), en juin 2015 (à hauteur de 25% des options attribuées) et en juin 2016 (à hauteur de 25% des options attribuées). Les options ont une durée de 8 ans ;
- ^ 420 000 options de souscription d'actions aux membres du Comité Exécutif. Le prix d'exercice desdites options est de 18,77 €. Les options ont une durée de 8 ans. Les droits aux dites options sont acquises en trois fois, en juin 2014 (à hauteur de 50% des options attribuées), en juin 2015 (à hauteur de 25% des options attribuées) et en juin 2016 (à hauteur de 25% des options attribuées), sous réserve de la réalisation de conditions de performance suivantes :
  - » un objectif d'évolution du cours de bourse de l'action, en rythme annuel, sur la période d'acquisition des droits,
  - » un objectif d'évolution du cours de bourse de l'action apprécié au regard de l'indice boursier SBF 120,
  - » un objectif d'évolution du cours de bourse de l'ADS apprécié au regard de l'indice boursier PHLX Oil Services Sector<sup>SM</sup> (OSX<sup>SM</sup>),
  - » un objectif d'indicateur financier d'EBITDAS, exprimé en dollars US et relié à l'objectif correspondant de la partie variable annuelle de la rémunération des mandataires sociaux.
- ^ 200 000 options de souscription d'actions au Directeur Général et 100 000 options à chacun des Directeurs Généraux Délégués. Le prix d'exercice desdites options est de 18,77 €. Les options ont une durée de 8 ans. Les droits aux dites options sont acquises en trois fois, en juin 2014 (à hauteur de 50% des options attribuées), en juin 2015 (à hauteur de 25% des options attribuées) et en juin 2016 (à hauteur de 25% des options attribuées), sous réserve de la réalisation de conditions de performance suivantes:
  - » un objectif d'évolution du cours de bourse de l'action, en rythme annuel, sur la période d'acquisition des droits,
  - » un objectif d'évolution du cours de bourse de l'action apprécié au regard de l'indice boursier SBF 120,
  - » un objectif d'évolution du cours de bourse de l'ADS apprécié au regard de l'indice boursier PHLX Oil Services Sector<sup>SM</sup> (OSX<sup>SM</sup>),
  - » un objectif d'indicateur financier d'EBITDAS, exprimé en dollars US et relié à l'objectif correspondant de la partie variable annuelle de la rémunération des mandataires sociaux.

Le prix d'exercice de chaque option est la valeur de marché moyenne de l'action établie durant les vingt jours de cotation se terminant le jour précédant la date d'attribution de l'option.

Suite à l'augmentation de capital publique intervenue en octobre 2012, les plans d'options ont été ajustés de la manière suivante :

	Ajustement du nombre d'options	Prix d'exercice avant ajustement (€)	Prix d'exercice ajusté (€)
Plan du 11 mai 2006	1 001 048	26,26 €	24,95 €
Plan du 23 mars 2007	1 221 425	30,40 €	28,89 €
Plan du 14 mars 2008	1 120 226	32,57 €	30,95 €
Plan du 16 mars 2009	950 179	8,82 €	8,38 €
Plan du 6 janvier 2010	231 538	14,71 €	13,98 €
Plan du 22 mars 2010	1 430 622	19,44 €	18,47 €
Plan du 21 octobre 2010	126 291	16,88 €	16,05 €
Plan du 24 mars 2011	1 150 636	25,48 €	24,21 €
Plan du 26 juin 2012	1 483 424	18,77 €	17,84 €
<b>TOTAL</b>	<b>8 715 389</b>		

Le tableau qui suit résume l'information relative aux options non exercées au 31 décembre 2012 :

	Options initialement attribuées	Options non exercées au 31.12.2012*	Prix d'exercice par action**	Date d'expiration	Durée de vie résiduelle
Plan du 11 mai 2006	1 012 500	1 001 048	24,95 €	10 mai 2014	16,3 mois
Plan du 23 mars 2007	1 308 750	1 221 425	28,89 €	23 mars 2015	26,7 mois
Plan du 14 mars 2008	1 188 500	1 120 226	30,95 €	14 mars 2016	38,5 mois
Plan du 16 mars 2009	1 327 000	950 179	8,38 €	16 mars 2017	50,5 mois
Plan du 6 janvier 2010	220 000	231 538	13,98 €	6 janvier 2018	60,3 mois
Plan du 22 mars 2010	1 548 150	1 426 654	18,47 €	22 mars 2018	62,7 mois

	Options initialement attribuées	Options non exercées au 31.12.2012*	Prix d'exercice par action**	Date d'expiration	Durée de vie résiduelle
Plan du 21 octobre 2010	120 000	126 291	16,05 €	21 octobre 2018	69,7 mois
Plan du 24 mars 2011	1 164 363	1 150 227	24,21 €	24 mars 2019	74,8 mois
Plan du 26 juin 2012	1 410 625	1 483 424	17,84 €	26 juin 2020	89,9 mois
<b>TOTAL</b>	<b>9 299 888</b>	<b>8 711 012</b>			

\* Nombre après ajustement à la suite de l'augmentation de capital du 23 octobre 2012.

\*\* Prix d'exercice ajusté à la suite de l'augmentation de capital du 23 octobre 2012.

Le tableau suivant résume l'information relative à l'évolution des plans de stock-options au 31 décembre 2012 :

(En euros, sauf nombre d'options)	2012		2011		2010	
	Nombre d'options	Prix moyen d'exercice	Nombre d'options	Prix moyen d'exercice	Nombre d'options	Prix moyen d'exercice
Options non exercées en début d'exercice	7 062 320	23,16	6 428 504	22,17 €	4 958 740	22,35 €
Attributions	1 410 625	18,77	1 164 363	25,48 €	1 888 150	18,73 €
Ajustements liés à l'augmentation de capital	435 498	21,68 €				
Exercées	(132 758)	13,06 €	(318 823)	7,31 €	(339 377)	6,10 €
Échues non exercées	(64 673)	23,98 €	(211 724)	20,21 €	(79 009)	19,86 €
<b>Options non exercées en fin d'exercice</b>	<b>8 711 012</b>	<b>21,67 €</b>	<b>7 062 320</b>	<b>23,16 €</b>	<b>6 428 504</b>	<b>22,17 €</b>
Options exerçables en fin d'exercice	5 943 258	22,60 €	4 535 303	16,11 €	3 534 518	14,05 €

Le cours moyen de l'action CGG s'est élevé à 21,89 euros en 2012, 20,17 euros en 2011 et 18,26 euros en 2010.

## Attribution d'actions gratuites sous conditions de performance

### Plan d'attribution du 22 mars 2010

Le 22 mars 2010, le Conseil d'administration a décidé l'attribution de 509 925 actions gratuites sous conditions de performance, dont 27 500 attribuées au Président-Directeur Général. L'attribution définitive était soumise à (i) la réalisation d'un EBIT net consolidé moyen sur les exercices clos le 31 décembre 2010 et 2011 et (ii) la réalisation d'un EBITDAS moyen minimum, soit du Groupe, soit du secteur Services, soit du secteur Équipements, selon l'appartenance du bénéficiaire à l'un de ces secteurs, sur les exercices clos le 31 décembre 2010 et 2011. De plus, un contrat de travail ou un mandat social doit toujours exister entre le bénéficiaire et le Groupe au moment de la date d'attribution définitive des actions.

Le Conseil d'administration du 29 février 2012 a constaté que les conditions de performance fixées pour le plan mis en place le 22 mars 2010 étaient partiellement remplies et que 67 575 actions ont été attribuées à ce titre le 10 mai 2012.

### Plan d'attribution du 24 mars 2011

Le 24 mars 2011, le Conseil d'administration a décidé l'attribution de 488 586 actions gratuites sous conditions de performance, dont 13 750 attribuées au Président et 27 500 attribuées au Directeur Général. L'attribution définitive était soumise (i) la réalisation d'un EBIT net consolidé moyen sur les exercices clos le 31 décembre 2011 et 2012 et (ii) la réalisation d'un EBITDAS moyen minimum, soit du Groupe, soit du secteur Services, soit du secteur Équipement, selon l'appartenance du bénéficiaire à l'un de ces secteurs, sur les exercices clos le 31 décembre 2011 et 2012. De plus, un contrat de travail ou un mandat social doit toujours exister entre le bénéficiaire et le Groupe au moment de la date d'attribution définitive des actions.

Suite à l'augmentation de capital publique intervenue en octobre 2012, le nombre d'actions existantes ou à émettre au profit des bénéficiaires, en ce compris les Mandataires Sociaux et les membres du Comité Exécutif est ajusté à 472 846.

Le Conseil d'administration du 27 février 2013 a constaté que les conditions de performance fixées pour le plan mis en place le 24 mars 2011 étaient partiellement remplies et qu'un maximum de 399 853 actions seront attribuées au titre de ce plan le 3 mai 2013.

### Plan d'attribution du 26 juin 2012

Le 26 juin 2012, le Conseil d'administration a décidé l'attribution de 516 550 actions gratuites sous conditions de performance, dont 27 500 attribuées au Directeur Général, 11 250 attribuées à chacun des Directeurs Généraux Délégués et 57 000 attribuées aux membres du Comité Exécutif. Cette attribution définitive interviendra sous réserve de la constatation par le Conseil d'administration de (i) la réalisation d'un Résultat retraité des Eléments Financiers net consolidé moyen sur les exercices clos le 31 décembre 2012 et 2013 et (ii) la réalisation d'un EBITDAS moyen minimum, soit du Groupe, soit du secteur Services, soit du secteur Équipement, selon l'appartenance du bénéficiaire à l'un de ces secteurs, sur les exercices clos le 31 décembre 2012 et 2013. De plus, un contrat de travail ou un mandat social doit toujours exister entre le bénéficiaire et le Groupe au moment de la date d'attribution définitive des actions.

Suite à l'augmentation de capital avec droit préférentiel de souscription intervenue en octobre 2012, le nombre d'actions existantes ou à émettre au profit des bénéficiaires, en ce compris les Mandataires Sociaux et les membres du Comité Exécutif a été ajusté à 535 018.

Ces actions seront attribuées à l'issue d'une période d'acquisition de deux ans expirant à la plus tardive des deux dates suivantes, le 26 juin 2014 ou la date de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Le tableau qui suit résume les deux derniers plans d'actions gratuites sous conditions de performance :

	Actions gratuites attribuées	Accomplissement des conditions de performance
Plan 2011	488 546	n.a.
Plan 2012	516 550	n.a.

## NOTE 8 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges se décomposent de la manière suivante :

(En millions d'euros)	Au 31 décembre	
	2012	2011
Pertes de change	30,8	34,8
Coûts de restructuration	0,2	0,2
Autres risques et charges	0,9	1,7
<b>Provisions court terme</b>	<b>31,9</b>	<b>36,7</b>
Indemnités de départ à la retraite	12,0	8,7
<b>Provisions moyen et long termes</b>	<b>12,0</b>	<b>8,7</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>43,9</b>	<b>45,4</b>

Les variations de l'exercice sont résumées dans le tableau suivant :

(En millions d'euros)	31.12.2011	Dotation	Reprise (provision utilisée)	Reprise (provision non utilisée)	31.12.2012
Pertes de change	34,8	30,8	—	(34,8)	30,8
Coûts de restructuration	0,2	—	—	—	0,2
Autres risques et charges	1,7	0,6	(1,4)	—	0,9
<b>Provisions court terme</b>	<b>36,7</b>	<b>31,4</b>	<b>(1,4)</b>	<b>(34,8)</b>	<b>31,9</b>
Indemnités de départ à la retraite	8,7	3,6	(0,3)	—	12,0
<b>Provisions moyen et long termes</b>	<b>8,7</b>	<b>3,6</b>	<b>(0,3)</b>	<b>—</b>	<b>12,0</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>45,4</b>	<b>35,0</b>	<b>(1,7)</b>	<b>(34,8)</b>	<b>43,9</b>

Les principales hypothèses actuarielles retenues pour l'évaluation des engagements de départs à la retraite sont les suivantes :

- ^ taux d'actualisation : 3,00% en 2012 et 4,75 % en 2011 pour les indemnités de fin de carrière ainsi que pour la retraite complémentaire ;
- ^ taux moyen de croissance des salaires : 3 % en 2012 et 2011 ;
- ^ âge de départ à la retraite : 62 ans.

Les montants des services passés non amortis liés au régime de la retraite complémentaire des membres du Comité Exécutif de la Société s'élèvent respectivement à 0,9 million d'euros au 31 décembre 2012 et 1,1 million d'euros en 2011. La ventilation par nature des dotations et reprises de l'exercice est la suivante :

(En millions d'euros)	2012	
	Dotation	Reprise
Exploitation	3,6	(0,3)
Financier	30,8	(34,8)
Exceptionnel	0,6	(1,4)
<b>TOTAL</b>	<b>35,0</b>	<b>(36,5)</b>

## NOTE 9 DETTES FINANCIÈRES

L'analyse des dettes financières par type de dette est la suivante :

(En millions d'euros)	Au 31 décembre					
	2012			2011		
	Total	< 1 an	> 1 an	Total	< 1 an	> 1 an
Emprunts obligataires	1 061,1	—	1 061,1	1 082,0	—	1 082,0
Emprunts convertibles	720,0	—	720,0	360,0	—	360,0
Emprunts bancaires	—	—	—	—	—	—
Découverts bancaires	—	—	—	0,5	0,5	—
Intérêts courus	12,4	12,4	—	12,1	12,1	—
<b>TOTAL DETTES FINANCIÈRES</b>	<b>1 793,5</b>	<b>12,4</b>	<b>1 781,1</b>	<b>1 454,6</b>	<b>12,6</b>	<b>1 442,0</b>

Au 31 décembre 2012, la Société disposait de 152 millions d'euros de ligne de crédit court terme confirmée et non utilisée correspondant au solde du crédit syndiqué.

Aucune dette financière n'est garantie par des sûretés réelles.

### Analyse par devise

(En millions d'euros)	Au 31 décembre	
	2012	2011
Euros	723,7	363,6
Dollars US	1 069,8	1 091,0
Autres devises	—	—
<b>TOTAL</b>	<b>1 793,5</b>	<b>1 454,6</b>
<i>dont part à moins d'un an</i>	<i>12,4</i>	<i>12,6</i>
<i>dont total long-terme</i>	<i>1 781,1</i>	<i>1 442,0</i>

### Analyse par taux d'intérêt

(En millions d'euros)	Au 31 décembre	
	2012	2011
Taux variables	—	0,5
Taux fixes :		
US\$ : taux moyen de 7,61 % en 2012 et 2011	1 069,8	1 090,9
EUR : taux moyen de 1,50 % en 2012 et 1,75% en 2011	723,7	363,2
<b>TOTAL</b>	<b>1 793,5</b>	<b>1 454,6</b>

Le taux d'intérêt moyen sur les découverts bancaires utilisés était de 0,5% en 2012 et 1,7 % en 2011.

### Analyse par échéance

(En millions d'euros)	2012
2013	12,4
2014	—
2015	—
2016	625,3
Au-delà de 2016	1 155,8
<b>TOTAL</b>	<b>1 793,5</b>

### Obligations à haut rendement

CGGVeritas a émis plusieurs obligations à haut rendement en dollars US à échéance 2016, 2017, 2019 et 2021.

Ces obligations font l'objet d'une cotation au Luxembourg sur le marché non réglementé Euro MTF et sont garanties par certaines filiales du Groupe.

Ces obligations contiennent certaines clauses restrictives, notamment sur la souscription d'endettement supplémentaire, la constitution de sûretés réelles, la réalisation d'opérations de cession et de crédit-bail adossé, l'émission et la vente de titres subsidiaires et le règlement de dividendes et autres paiements par certaines des entités du Groupe. De plus, le ratio de l'EBITDAS rapporté aux charges financières brutes doit être égal ou supérieur à 3.

### **Obligations à haut rendement (350 millions de dollars US, 9,5 % Senior Notes, échéance 2016)**

Le 9 juin 2009, la Société a également émis sur les marchés internationaux un emprunt obligataire de 350 millions de dollars US, au taux de 9 1/2 % et à échéance 2016, garanti par certaines filiales. Les conditions de cet emprunt sont identiques à celles des quatre emprunts obligataires déjà en place et décrits ci-dessus, avec une émission de 97 % du pair.

Le produit net de cette émission a permis à CGGVeritas SA de financer le remboursement partiel de 100 millions de dollars du crédit senior US sécurisé intervenue le 21 mai 2009 suite à la conclusion d'un avenant de ce contrat de crédit, de rembourser les échéances prévues sur le reste de l'année 2009 de 83 millions de dollars US au titre de ce même contrat de crédit ainsi que 50 millions de dollars US d'autres crédits bancaires. Le reste du produit de l'émission est venu renforcer les disponibilités existantes de la Société et permettre le cas échéant un remboursement supplémentaire des dettes financières existantes.

### **Obligations à haut rendement (400 millions de dollars US, 7,75 % Senior Notes, échéance 2017)**

Le 9 février 2007, la Société a également émis sur les marchés internationaux un emprunt obligataire de 400 millions de dollars US, au taux de 7 3/4 % et à échéance 2017, garanti par certaines filiales. Les conditions de cet emprunt sont identiques à celles des trois emprunts obligataires déjà en place et décrits ci-dessus, avec une émission de 100 % du pair.

Les fonds issus de ce placement obligataire ont été entièrement destinés au remboursement du crédit relais de 700 millions de dollars US mis en place en novembre 2006 afin de financer l'acquisition de Veritas.

### **Obligations à haut rendement (650 millions de dollars US, 6,5 % Senior Notes, échéance 2021)**

Le 31 mai 2011, la Société a émis sur les marchés internationaux un emprunt obligataire de 650 millions de dollars US, au taux de 6 1/2 % et à échéance 2021, garanti par certaines filiales. Les conditions de cet emprunt sont identiques à celles des cinq emprunts obligataires déjà en place et décrits ci-dessus, avec une émission de 96,45 % du pair, à l'origine d'un rendement de 7 %.

Les fonds issus de ce placement obligataire ont été destinés au remboursement du crédit *Senior Term Loan B* restant en circulation, d'un montant de 508 millions de dollars US, porté par la filiale CGGVeritas Holding US Inc., et au remboursement des obligations à haut rendement à échéance 2015 restant en circulation.

### **Obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes**

#### **Obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes (360 millions d'euros, coupon de 1,75 %, échéance 2016)**

Le 27 janvier 2011, la Société a procédé à l'émission de 12 949 640 obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes (OCEANE) à échéance 1<sup>er</sup> janvier 2016 d'un montant nominal de 360 millions d'euros.

Les fonds issus de cette émission ont été destinés au remboursement partiel de l'emprunt obligataire 7 1/2 % de 530 millions de dollars US à échéance 2015, permettant de réduire les frais financiers décaissés par le Groupe.

La valeur nominale unitaire des obligations a été fixée à 27,80 euros, ce qui fait apparaître une prime d'émission de 25 % par rapport au cours de référence de l'action CGG sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris. Les obligations portent intérêt à un taux annuel de 1 3/4 % payable semestriellement à terme échu le 1<sup>er</sup> janvier et le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année. Les obligations donnent droit à l'attribution d'actions nouvelles ou existantes CGG à raison d'une action pour une obligation, sous réserve d'éventuels ajustements ultérieurs. Les obligations peuvent faire l'objet d'un remboursement anticipé au gré de CGGVeritas SA, sous certaines conditions.

#### **Obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes (360 millions d'euros, coupon de 1,25 %, échéance 2019)**

Le 20 novembre 2012, la Société a procédé à l'émission de 11 200 995 obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes (OCEANE) à échéance 1<sup>er</sup> janvier 2019 d'un montant nominal de 360 millions d'euros.

Les fonds issus de cette émission ont servi à financer une partie du prix de l'acquisition d'un montant de 1,2 milliard d'euros de la Division Geoscience auprès de Fugro.

La valeur nominale unitaire des obligations a été fixée à 32,14 euros, ce qui fait apparaître une prime d'émission de 40 % par rapport au cours de référence de l'action CGG sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris. Les obligations portent intérêt à un taux annuel de 1,25 % payable semestriellement à terme échu le 1<sup>er</sup> janvier et le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année. Les obligations donnent droit à l'attribution d'actions nouvelles ou existantes CGG à raison d'une action pour une obligation, sous réserve d'éventuels ajustements ultérieurs. Les obligations peuvent faire l'objet d'un remboursement anticipé au gré de CGGVeritas SA, sous certaines conditions.

### **Ligne de crédit renouvelable de 200 millions de dollars US**

#### **Avenant aux dispositions du crédit syndiqué du 21 décembre 2012**

Le crédit syndiqué français a été maintenu à un montant de 200 millions de dollars US avec une maturité fixée au 7 février 2014. La marge de Libor + 325 pb est inchangée, cependant une commission d'utilisation a été introduite :

- 25 pb pour une utilisation inférieure à 1/3 du total de la facilité
- 50 pb pour une utilisation comprise entre 1/3 et 2/3
- 75 pb pour une utilisation supérieure à 2/3

Le crédit syndiqué français a été modifié afin d'assouplir certaines restrictions. Désormais, les dépenses nettes d'investissement (Net Capex) ne peuvent excéder la valeur la plus élevée entre 750 millions de dollars US (contre 600 millions de dollars US précédemment) et 50% de l'EBITDAS.

Dans le cadre de cet avenant, les Prêteurs ont par ailleurs autorisé la cession d'actifs liée à la Joint-Venture « Seabed Geosolutions ». Cette ligne de crédit n'était pas tirée au 31 décembre 2012.

## Avenant aux dispositions du crédit syndiqué du 15 décembre 2011

Le 15 décembre 2011, le crédit syndiqué français a été modifié afin d'assouplir certaines restrictions et ratios. Le crédit syndiqué français a été maintenu à un montant de 200 millions de dollars US, avec une marge de Libor + 325 pb et une maturité fixée au 7 février 2014.

À la suite de ces modifications, les ratios du crédit syndiqué français sont établis sur les bases suivantes :

### Ratio

Dette financière nette / EBITDAS <sup>(a)</sup>	≤ <b>2,50</b> avant ou au plus tard le 31 décembre 2012 ≤ <b>2,25</b> avant ou au plus tard le 31 décembre 2013 ≤ <b>2,00</b> avant ou au plus tard le 31 mars 2014
EBITDAS / charge d'intérêts totale <sup>(a)</sup>	≥ <b>3,50</b> avant ou au plus tard le 31 décembre 2012 ≥ <b>4,00</b> avant ou au plus tard le 31 décembre 2013 ≥ <b>4,50</b> avant ou au plus tard le 31 mars 2014
Dépenses nettes d'investissement (Net Capex) <sup>(b)(c)</sup>	< <b>MAX (600 MUS\$ ; 50 % de l'EBITDAS)</b>

(a) Ratios calculés à chaque fin de trimestre pour toute période de 12 mois glissants.

(b) Période de référence : l'année fiscale.

(c) Dépenses nettes d'investissement = investissement total – revenus issus des préfinancements.

Cette ligne de crédit n'était pas tirée au 31 décembre 2011.

## NOTE 10 INSTRUMENTS FINANCIERS

### Gestion des risques de change

En vue d'équilibrer davantage les postes d'actif et de passif de son bilan, la Société cherche à libeller une partie substantielle de son endettement en dollars US. Au 31 décembre 2012, l'endettement à long terme libellé en dollars US s'élève à 1 400,0 millions de dollars US.

La Société peut également conclure divers contrats pour couvrir les risques de change sur ses activités futures. Cette stratégie de réduction des risques de change a permis d'atténuer, sans l'éliminer, l'impact positif ou négatif de la variation des cours de change, sur cette devise.

Au 31 décembre 2012, les contrats d'achat à terme de dollars US contre euros à échéance 2013 conclus avec la filiale Sercel se présentent comme suit :

(En millions de dollars US)	Notionnel	Taux de couverture
Contrats à échéances du :		
31 janvier 2013	15,0	1,2930
28 février 2013	15,0	1,2993
31 mars 2013	15,0	1,2986
	<b>45,0</b>	

### Valeurs de marché des instruments financiers

Les montants au bilan et la valeur de marché des instruments financiers de la Société au 31 décembre 2012 sont les suivants :

(En millions d'euros)	2012		2011	
	Montant au bilan	Valeur de marché	Montant au bilan	Valeur de marché
Titres de placement et autres disponibilités	991,2	995,7	277,1	277,8
Découverts bancaires :				
Taux variable	—	—	(0,5)	(0,5)
Emprunts obligataires :				
Taux fixe	1 793,5	2 546,0	1 454,1	2 005,1
Contrats d'achat à terme	—	(0,6)	—	2,0

Pour les autres immobilisations financières, les clients, les autres créances d'exploitation, les titres de placement et autres disponibilités, les fournisseurs et les autres dettes d'exploitation, la Société estime que la valeur inscrite au bilan peut être considérée comme la valeur de marché la plus représentative.

Pour les emprunts à taux variable, la valeur de marché est équivalente à la valeur au bilan.

La valeur de marché des contrats d'achat ou de vente à terme est estimée à partir des cours à terme, négociables sur les marchés financiers, pour des échéances comparables.

Au 31 décembre 2012, les titres de placement s'élevaient à 413,1 millions d'euros et se décomposaient comme suit :

- ^ 13,8 millions d'euros représentant 800 000 actions propres détenues en nom propre, le contrat de liquidité ayant pris fin en octobre 2010 ;
- ^ 399,3 millions d'euros représentant 9 076 SICAV monétaires de trésorerie.

## NOTE 11 DETTES FOURNISSEURS

Le poste fournisseurs et comptes rattachés s'élève à 13,2 millions d'euros au 31 décembre 2012 dont 3,5 millions d'euros de factures non parvenues. Les dettes fournisseurs ne comprennent pas d'effets de commerce.

Les échéances des dettes fournisseurs se décomposent comme suit :

- ^ échéance à 30 jours : 3,4 millions d'euros ;
- ^ échéance à 60 jours : 4,5 millions d'euros ;
- ^ échéance à plus de 60 jours : 1,8 millions d'euros.

## NOTE 12 DETTES FISCALES ET SOCIALES

L'analyse des dettes fiscales et sociales est la suivante :

(En millions d'euros)	Au 31 décembre	
	2012	2011
Dettes sociales	3,6	4,8
IS à payer	1,6	2,0
TVA et autres dettes fiscales	10,4	1,2
<b>DETTES FISCALES ET SOCIALES</b>	<b>15,6</b>	<b>8,0</b>

Le poste « Dettes sociales » comprend 3,0 millions d'euros de provisions de charges à payer.

## NOTE 13 AUTRES DETTES

L'analyse des autres dettes est la suivante :

(En millions d'euros)	Au 31 décembre	
	2012	2011
Avances de trésorerie reçues et intérêts rattachés	657,4	502,9
Comptes courants liés à l'intégration fiscale	171,8	137,9
Autres	0,6	0,7
<b>AUTRES DETTES</b>	<b>829,8</b>	<b>641,5</b>

Les autres dettes sont à échéance de moins d'un an.

## NOTE 14 COMPTES DE RÉGULARISATION

Le poste « comptes de régularisation actif » se ventile de la manière suivante :

(En millions d'euros)	Au 31 décembre	
	2012	2011
Commissions crédit revolving	2,0	2,1
Primes d'assurance	—	—
Divers	2,8	0,2
<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>4,8</b>	<b>2,3</b>
Primes de remboursement des emprunts	18,6	22,0
Commissions et autres frais relatifs aux émissions d'emprunts	20,0	18,4
<b>Charges à répartir</b>	<b>38,6</b>	<b>40,4</b>
Pertes de change latentes	73,4	94,3
<b>Écarts de conversion actif</b>	<b>73,4</b>	<b>94,3</b>
<b>COMPTES DE RÉGULARISATION ACTIF</b>	<b>116,8</b>	<b>137,1</b>

L'ensemble des dettes et créances, à l'exception de celles relatives au crédit revolving et aux emprunts obligataires, est à échéance de moins d'un an. Les commissions et autres frais relatifs au crédit revolving et emprunts sont étalés sur leurs durées respectives. La partie à moins d'un an de ces frais s'élève à 9,0 millions d'euros au 31 décembre 2012.

Les pertes et profits de change latents proviennent principalement des prêts et emprunts libellés en dollar US.

Le poste « écarts de conversion actif » comprend une perte de change latente sur les emprunts obligataires pour un montant de 66,6 millions d'euros ainsi qu'une perte de change d'un montant de 5,1 millions d'euros réalisée lors du remboursement du crédit relais de 700 millions de dollars US refinancé à hauteur de 600 millions de dollars US par l'émission des emprunts obligataires de 200 et 400 millions de dollars US en février 2007, ces derniers faisant l'objet d'une position symétrique de couverture. La perte de change de 66,6 millions d'euros est partiellement compensée par un gain de change de 41,7 millions d'euros sur les prêts consentis à la société CGGVeritas Holding (U.S.) Inc.

Le poste « comptes de régularisation passif » se ventile de la manière suivante :

(En millions d'euros)	Au 31 décembre	
	2012	2011
Profits de change latents	46,5	62,6
<b>Écarts de conversion passif</b>	<b>46,5</b>	<b>62,6</b>
<b>COMPTES DE RÉGULARISATION PASSIF</b>	<b>46,5</b>	<b>62,6</b>

La diminution du poste « écarts de conversion passif » provient essentiellement du profit de change latent constaté sur les prêts consentis à la société CGGVeritas Holding (U.S.) Inc.

## NOTE 15 RISQUES ET ENGAGEMENTS

Au 31 décembre 2012, les engagements de la Société sont principalement relatifs à des contrats de :

- ^ crédit-bail immobilier lié au nouvel immeuble à usage de bureaux situé à Massy. Le coût annuel de ces loyers s'est élevé à 6,7 millions d'euros en 2012 et 2011 ;
- ^ location simple (bureaux). Le coût annuel des loyers s'est élevé à 1,3 millions d'euros en 2012 et 1,2 millions en 2011. Le bail expire le 31 décembre 2021, suite à la signature d'un avenant de renouvellement en date du 14 décembre 2012.

Le tableau suivant présente les engagements au 31 décembre 2012 :

(En millions d'euros)	Loyers
2013	7,5
2014	7,6
2015	7,6
2016	7,6
2017	7,6
Au-delà de 2017	30,3
<b>COÛT TOTAL DES LOYERS FUTURS</b>	<b>68,2</b>
Crédit-bail :	
Partie représentant les intérêts	20,4
Valeur actuelle nette des contrats de crédit-bail	48,2

Une option d'achat d'un montant de 26,3 millions d'euros est prévue au contrat de crédit-bail à l'issue d'une période de 12 ans.

Au 31 décembre 2012, un amortissement de 0,4 million d'euros a été constaté sur les aménagements et installations de l'immeuble situé à Massy contre 0,2 en 2011.

## Autres engagements

Les autres engagements s'analysent de la façon suivante :

(En millions d'euros)	2012	2011
Engagements hors bilan liés au périmètre du Groupe consolidé	—	—
Engagements hors bilan liés au financement de la Société	—	—
Garanties émises en faveur des banques <sup>(a)</sup>	131,7	191,2
Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles	—	—
Garanties émises en faveur de clients <sup>(b)</sup>	487,4	341,5
Autres garanties <sup>(c)</sup>	714,6	810,7
<b>TOTAL</b>	<b>1 333,7</b>	<b>1 343,3</b>

- (a) Les garanties émises en faveur des banques concernent principalement l'autorisation donnée à la filiale CGGVeritas Services (U.S.) Inc. de souscrire des opérations de change et d'opérer un cash-pooling sur son périmètre d'activité. Le solde concerne la couverture de découverts bancaires locaux ou de lignes de garanties bancaires locales.
- (b) Les garanties émises en faveur de clients sont des garanties de marché de type soumission, restitution d'acompte et bonne fin.
- (c) Les autres garanties concernent des opérations courantes d'engagements douaniers, fiscaux et sociaux dans les filiales étrangères et sociétés liées ainsi que les garanties octroyées dans le cadre de la construction des nouveaux navires sismiques.

Par ailleurs, dans le cadre d'accords antérieurs relatifs à la cession d'activités, des garanties usuelles pour ce type de transactions ont été données.

Il n'existe pas d'engagements hors bilan significatifs non décrits ci-dessus selon les normes comptables en vigueur.

## Litiges et autres risques

La responsabilité de la Société est engagée dans des litiges liés à l'activité courante. L'issue de ces procès et actions en responsabilité n'est pas connue à ce jour. La Société estime que les éventuels coûts en résultant, compensés par les indemnités d'assurance ou autres remboursements, ne devraient pas avoir d'impact négatif significatif sur ses résultats ou sur sa position financière.

De l'avis de la Société, au cours des douze derniers mois, il n'existe aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage qui pourrait avoir ou a eu récemment des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société.

## NOTE 16 TABLEAU RÉCAPITULATIF DES OBLIGATIONS ET ENGAGEMENTS

Les tableaux ci-dessous font référence aux informations mentionnées dans les notes 9 et 15.

(En millions d'euros)	Total	Paiements dus par période		
		< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
<b>Obligations contractuelles</b>				
Dettes à long terme	1 781,1	—	928,4	852,7
Contrats de location simple	4,7	0,8	3,9	—
Contrats de crédit-bail	89,8	6,7	26,7	56,4
<b>TOTAL</b>	<b>1 875,6</b>	<b>7,5</b>	<b>959,0</b>	<b>909,1</b>

(En millions d'euros)	Total	Montant des engagements de la période		
		< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
<b>Autres engagements commerciaux</b>				
Lignes de crédit	714,6	39,2	42,0	633,4
Garanties	131,7	41,3	131,7	—
Autres engagements commerciaux	487,4	439,8	47,6	—
<b>TOTAL</b>	<b>1 333,7</b>	<b>520,3</b>	<b>180,0</b>	<b>633,4</b>

## NOTE 17 CHIFFRE D'AFFAIRES

Le tableau ci-après présente le chiffre d'affaires par zone géographique :

(En millions d'euros)	2012	2011
France	60,1	10,3
Amériques	18,0	0,2
<b>TOTAL</b>	<b>78,1</b>	<b>10,5</b>

Le tableau ci-après présente le chiffre d'affaires par activité :

(En millions d'euros)	2012	2011
Terrestre	—	0,2
Holding	78,1	10,3
<b>TOTAL</b>	<b>78,1</b>	<b>10,5</b>

## NOTE 18 TRANSFERTS DE CHARGES

Au 31 décembre 2012, le poste transferts de charges d'exploitation s'élève à 4,9 millions d'euros et provient des frais d'émission d'emprunts. Il s'élevait à 18 millions d'euros en 2011.

## NOTE 19 RÉSULTAT FINANCIER

Le résultat financier se détaille ainsi :

<i>(En millions d'euros)</i>	Exercice clos le 31 décembre	
	2012	2011
Intérêts sur emprunts	(89,8)	(76,4)
Commissions pour garantie	(13,4)	(8,9)
Commissions de structuration de crédit relais (Fugro)	(9,5)	—
Intérêts sur avances de trésorerie reçus	(11,9)	(13,2)
Intérêts sur avances de trésorerie accordés	4,9	0,3
Dividendes (voir note 2)	153,4	589,4
Revenus des créances rattachées aux participations	61,1	68,4
Produits de cessions des valeurs mobilières	0,1	0,3
Variation de provisions pour titres de participation	51,4	(6,2)
Variation provisions pour risques de change	3,9	(16,5)
Amortissement des primes de remboursement d'emprunts	(3,0)	(2,1)
Gains (pertes) de change	6,8	33,9
Divers	0,4	0,6
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>154,4</b>	<b>569,6</b>

## NOTE 20 RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat exceptionnel se détaille ainsi :

<i>(En millions d'euros)</i>	Exercice clos le 31 décembre	
	2012	2011
Plus (moins) values nettes de cessions d'actifs	11,8	7,1
Reprise de dépréciation de titres de participation	2,0	0,8
Pénalité de remboursement anticipé d'emprunt	—	(13,8)
Boni (mali) sur actions propres	—	—
Divers	(0,4)	(2,2)
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>13,4</b>	<b>(8,0)</b>

## NOTE 21 IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

L'impôt sur les sociétés se détaille ainsi :

<i>(En millions d'euros)</i>	Exercice clos le 31 décembre	
	2012	2011
<b>France</b>		
Charge courante	(10,0)	(9,5)
Charges du régime d'intégration fiscale	—	(7,3)
Produit du régime d'intégration fiscale	82,1	73,0
Report en arrière des déficits	—	—
Provision pour utilisation de déficits des filiales	(28,6)	(22,5)
	<b>43,5</b>	<b>33,7</b>
<b>Étranger</b>		
Charge courante	(4,8)	(0,9)
Écart de change	0,2	(0,1)
	<b>(4,6)</b>	<b>(1,0)</b>
<b>TOTAL (CHARGE) PRODUIT D'IMPÔT</b>	<b>38,9</b>	<b>32,7</b>

CGGVeritas SA a opté depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1991 pour le régime de l'intégration fiscale pour ses filiales françaises détenues directement ou indirectement à plus de 95 %. À ce titre, chaque société du groupe d'intégration fiscale détermine sa charge d'impôt comme si elle n'avait jamais été intégrée et la paye à CGGVeritas SA dans les conditions de droit commun. Par ailleurs, la Société provisionne le coût futur lié à l'utilisation par les filiales des déficits qu'elles transmettent au résultat d'ensemble. Hors impact de l'intégration fiscale, la Société est en déficit fiscal au 31 décembre 2012.

La situation fiscale latente de la Société au 31 décembre 2012 est la suivante :

(En millions d'euros)

Nature	Début exercice		Variations		Fin exercice	
	Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif
1. Décalages certains ou éventuels						
a) Provision pour retraite	3,7	—	1,1	—	4,8	—
b) Frais d'acquisition titres	0,9	—	0,8	—	1,7	—
c) Plus-value en sursis d'imposition	—	0,3	—	—	—	0,3
d) Écarts de change latents nets	—	11,5	1,8	—	—	9,7
e) Provision pour risque de change	12,6	—	—	1,5	11,1	—
f) Provision pour risque filiales	—	—	—	—	—	—
g) Autres	—	—	0,1	—	0,1	—
<b>Sous-total</b>	<b>17,2</b>	<b>11,8</b>	<b>3,8</b>	<b>1,5</b>	<b>17,7</b>	<b>10,0</b>
2. Éléments à imputer						
a) Déficit reportable fiscalement	85,5	—	—	10,9	74,6	—
b) Moins-value à long terme	—	—	—	—	—	—
<b>Sous-total</b>	<b>85,5</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>10,9</b>	<b>74,6</b>	<b>—</b>
<b>TOTAL</b>	<b>102,7</b>	<b>11,8</b>	<b>3,8</b>	<b>12,4</b>	<b>92,3</b>	<b>10,0</b>

## NOTE 22 PERSONNEL

Les effectifs moyens sont les suivants :

	2012	2011
Ingénieurs et cadres	33	32
Employés, ouvriers	3	4
<b>TOTAL EFFECTIFS</b>	<b>36</b>	<b>36</b>
Personnel mis à la disposition de CGGV par ses filiales	1	1

## NOTE 23 RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS ET MEMBRES DU COMITÉ EXÉCUTIF

La rémunération globale brute versée aux membres du Conseil d'administration s'est élevée en 2012 à 730 000 euros.

La rémunération globale brute versée aux membres du Comité Exécutif de la Société s'est élevée en 2012 à 3 245 523 euros.

## NOTE 24 TRANSACTIONS AVEC LES SOCIÉTÉS LIÉES

La Société fournit des services à une ou plusieurs sociétés du Groupe CGG dans le cadre de contrats conclus aux conditions de marché. De même, elle reçoit des prestations équivalentes en provenance d'une ou plusieurs de ces sociétés.

(En millions d'euros)	2012	2011
<b>Exploitation</b>		
Produits	78,0	10,4
Charges	(88,7)	(0,7)
(Dotation) Reprise nette provision dépréciation filiales (créances)	—	—
Clients et comptes courants débiteurs	3,8	9,2
Fournisseurs et comptes courants créditeurs	2,0	5,0
<b>Financier</b>		
Dividendes reçus	153,4	589,4
(Dotation) Reprise nette provision dépréciation filiales (titres)	51,4	(6,2)
Autres produits et (charges) financiers nets	43,7	48,9
Créances rattachées aux participations nettes	837,6	852,6
Avances de trésorerie accordées, nettes	5,6	52,1
Avances de trésorerie reçues	657,4	502,8
<b>Exceptionnel</b>		
Abandons de créances et subvention	—	—
(Dotation) Reprise nette provision dépréciation filiales (titres)	2,0	0,8
(Dotation) Reprise nette provision dépréciation filiales (risques)	—	—
<b>Impôt</b>		
Produit d'intégration fiscale	82,1	73,0
(Dotation) Reprise nette provision pour utilisation des déficits	(6,1)	(22,5)
Intégration fiscale — Comptes courants nets	157,2	109,4
<b>Engagements hors bilan</b>		
Garanties émises en faveur de clients	487,4	341,5
Garanties émises en faveur des banques	42,9	191,1
Achats à terme de devises	34,1	46,4
Autres garanties	714,6	810,7

## NOTE 25 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLÔTURE

### Acquisition de la Division Geoscience de FUGRO

Le 31 janvier 2013, l'acquisition de la Division Geoscience de Fugro est devenue effective.

La joint-venture Seabed Geosolutions BV entre les groupes CGG et Fugro a été mise en place le 16 février 2013. Le Groupe détient 40% du capital de Seabed Geosolutions BV.

### **Crédit vendeur octroyé par FUGRO N.V.**

Le 27 janvier 2013, afin de permettre la finalisation rapide de l'acquisition de la Division Geoscience, Fugro N.V. a accepté de convertir une partie du prix d'acquisition en crédit vendeur au taux de 5,5%. Ce crédit, à échéance 2018, sera amorti pour moitié au 31 décembre 2013 puis à hauteur de 12,5% les 31 janvier 2015, 2016, 2017 et 2018. Il se décompose de la façon suivante :

- à la date de clôture de l'acquisition de la Division Geoscience, le 31 janvier 2013, un tirage de 125 million d'euros a été réalisé ;
- à la date de clôture de l'acquisition de l'activité Airborne, il sera réalisé un tirage de 100 millions d'euros.

### **Sortie de CGG du capital de Spectrum ASA**

Le 20 février 2013, la Société a cédé l'intégralité de sa participation résiduelle dans Spectrum, soit 3 965 181 actions à un prix par action de 47,50 NOK.